

BOFA SECURITIES EUROPE SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

BDO PARIS
43-47 avenue de la Grande Armée
75116 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale
BofA SECURITIES EUROPE SA
51 rue la Boétie
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BofA Securities Europe SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif aux engagements de retraite et avantages similaires décrit dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

<i>Risque identifié</i>	<i>Notre réponse</i>
<p>BofA Securities Europe SA détient un portefeuille d’instruments dérivés pour lesquels la juste valeur est enregistrée au bilan, à l’actif et au passif, en prenant en compte la valeur de marché.</p> <p>Pour certains de ces instruments dérivés, la valeur de marché ne peut être déterminée sur la base de prix cotés ou de paramètres observables. La valorisation de tels instruments financiers requiert l’utilisation de modèles reposant sur de nombreux paramètres, dont certains sont non observables.</p> <p>La valeur de marché qui en résulte peut faire l’objet d’ajustements par ailleurs afin de prendre en compte certains risques spécifiques tels que le risque de liquidité, de crédit ou de contrepartie. Les techniques retenues par la direction générale pour mesurer la valeur de marché du portefeuille d’instruments dérivés peuvent donc reposer sur des estimations significatives en fonction des modèles et paramètres utilisés.</p> <p>Au 31 décembre 2023, la juste valeur des instruments dérivés représente à l’actif 4 457 millions d’euros en instruments conditionnels achetés et 30 238 millions d’euros en comptes d’ajustement, et au passif pour 4 727 millions d’euros en instruments conditionnels vendus et 32 824 millions d’euros en comptes d’ajustement.</p> <p>En raison du caractère significatif de ces encours à l’actif et au passif et du recours au jugement dans la détermination de la valeur de marché, nous estimons que l’évaluation des instruments dérivés constitue un point clé de l’audit.</p>	<p>Avec l’aide de nos experts en valorisation et modélisation financière, nous avons examiné les processus et contrôles clés opérés et sur lesquels se repose BofA Securities Europe afin d’identifier, évaluer et enregistrer les variations de valeur de marché des instruments dérivés, en particulier ceux concernant :</p> <ul style="list-style-type: none">• l’approbation et la revue périodique par la direction générale des modèles utilisés lors du calcul de la valeur de marché des instruments dérivés ;• l’approbation et la revue périodique par la direction générale des modèles utilisés pour déterminer les ajustements de valorisation au titre du risque de crédit ;• la vérification indépendante des prix et des paramètres pris en compte dans les modèles. <p>Sur la base d’échantillons, nous avons réalisé des tests substantifs portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• la réalisation de contre-valorisation indépendante du prix de certaines positions en utilisant nos propres modèles ;• l’analyse de la pertinence des hypothèses retenues et des paramètres utilisés pour déterminer les prix et ajustements de valorisation. <p>Nous avons également examiné les informations spécifiques relatives à la valorisation des instruments dérivés publiées en annexe des comptes annuels.</p>

Pour plus d'informations, se référer aux notes annexes 5, 6, 9 et 10 des états financiers annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante. Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BofA Securities Europe SA par vos statuts du 24 septembre 2018 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers et par votre Assemblée générale extraordinaire du 19 novembre 2018 pour le cabinet BDO Paris.

Au 31 décembre 2023, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 5ème année de sa mission sans interruption et le cabinet BDO Paris dans la 5ème année, dont respectivement deux et deux années depuis que la société est devenue établissement de crédit et d'investissement.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude

significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 25 mars 2024

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

BDO PARIS

Pierre Clavié

Vincent Génibrel

BofA Securities Europe SA

**COMPTES ANNUELS
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2023**

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL SOCIAL DE 7 976 300 000 EUROS

51 RUE LA BOETIE, 75008 PARIS France
RCS 842 602 690

BofA Securities Europe SA

STATEMENT OF ASSETS 3
STATEMENT OF LIABILITIES 4
STATEMENT OF OFF-BALANCE SHEET EXPOSURES..... 5
INCOME STATEMENT 6
NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 7

BofA Securities Europe SA

ACTIF
AU 31 DECEMBRE 2023

		31 Décembre 2023	31 Décembre 2022
	Note	M€	M€
Caisse, banques centrales, CCP	1	5 104	4 752
Effets publics et valeurs assimilées	2	5 142	7 133
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3	7 263	7 156
Opérations avec la clientèle	4	24 562	18 085
Obligations et autres titres à revenus fixes	2	1 038	852
Actions et autres titres à revenus variables	2	8 331	4 881
Participations et autres titres détenus à long terme		-	-
Parts dans les entreprises liées		-	-
Participations et activité de portefeuille		1	-
Crédit-bail et location avec option d'achat		-	-
Location simple		-	-
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations corporelles		-	-
Capital souscrit non versé		-	-
Autres actifs	5	19 032	23 098
Comptes de régularisation	6	32 509	38 566
		<hr/>	<hr/>
		102 982	104 523

BofA Securities Europe SA

PASSIF
AU 31 DECEMBER 2023

		31 Décembre 2023	31 Décembre 2022
	Note	M€	M€
Banques centrales et CCP		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7	4 703	1 892
Opérations avec la clientèle	8	20 724	16 173
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	9	33 392	34 449
Comptes de régularisation	10	35 036	43 003
Provisions	11	129	120
Dettes subordonnées	12	932	924
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
Capitaux propres hors FRBG	13	8 066	7 962
<i>Capital souscrit</i>	13	7 976	7 976
<i>Primes d'émission</i>		-	-
<i>Réserves</i>		-	-
<i>Ecart de réévaluation</i>		-	-
<i>Provisions réglementées et subventions d'investissement</i>		-	-
<i>Autres réserves</i>	13	(14)	(265)
<i>Résultat de l'exercice</i>	13	104	251
		<hr/>	<hr/>
		102 982	104 523

BofA Securities Europe SA

**STATEMENT OF OFF BALANCE SHEET EXPOSURES
AS AT 31 DECEMBER 2023**

	Note	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
Engagements de financement		1 655	1 688
Reçu		1 655	1 688
Donné		-	-
Engagements de garantie		1	-
Reçu		-	-
Donné		-	-
Engagements sur titres		-	-
Reçu		-	-
Donné		-	-
Total		1 656	1 688

Quatre lignes de financement confirmées ont été consenties à BofA Securities Europe SA (désignée par la "Société" ou "BofASE") par une société du Groupe (2022 : quatre lignes de financement confirmées). Ces lignes de financement représentent 2 575 millions d'euros d'engagements reçus (2022 : 2 608 millions d'euros) dont 920 millions d'euros ont été utilisés par l'entité (2022 : 920 millions d'euros). Les lignes de financement confirmées comprennent trois lignes de dette subordonnée à terme (2022 : trois lignes) pour un montant total de 1 670 millions d'euros (2022 : 1 670 millions d'euros) dont 920 millions d'euros utilisés.

Quatre lignes de financement non-confirmées ont été consenties à BofASE par des entités du Groupe ; dont 3 lignes où la Société est emprunteuse et une pour laquelle elle est prêteuse (2022 : trois lignes au total, deux en qualité d'emprunteur et une en qualité de prêteur). Ces lignes de financement s'élèvent à 14 368 millions d'euros (2022 : 12 423 millions d'euros) dont 6 229 millions d'euros sont non-utilisés à ce jour (2022 : 7 266 millions d'euros). Le montant de la ligne de financement prêteuse est de 72 millions d'euros (2022 : 75 millions d'euros) qui n'est pas utilisée à ce jour (2022 : non-utilisée).

BofA Securities Europe SA

**COMPTE DE RESULTAT
AU 31 DECEMBRE 2023**

	Note	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
+ Intérêts et produits assimilés	17	5 262	384
- Intérêts et charges assimilées	18	5 186	458
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		-	-
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		-	-
+ Produits sur opérations de location simple		-	-
- Charges sur opérations de location simple		-	-
+ Commissions (produits)	19	296	310
- Commissions (charges)	19	207	190
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation	20	716	788
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement et assimilés	21	2	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	22	376	365
- Autres charges d'exploitation bancaire	22	342	325
Produit net bancaire		917	874
- Charges générales d'exploitation	23	750	580
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles		-	-
Résultat brut d'exploitation		167	294
+/- Coût du risque	24	(1)	-
Résultat d'exploitation		166	294
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		166	294
+/- Résultat exceptionnel		-	-
- Impôts sur les bénéfices	25	62	43
+/- Dotations/reprises du Fonds pour Risques Bancaires Généraux		-	-
Résultat net	13	104	251

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

Les annexes font partie intégrante des comptes annuels.

Durée de l'exercice comptable

Les états financiers présentés couvrent l'exercice clôturant le 31 décembre 2023. La période comparative couvre l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Changement de méthode comptable

Depuis la constitution de la Société, les engagements de retraite et avantages similaires n'étaient pas comptabilisés conformément à l'option laissée par l'article L.123-13 du Code de Commerce. Une information appropriée était fournie en annexe quant à l'estimation de ces engagements. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2023, la Société a souhaité constituer pour la première fois une provision pour engagement de retraite et avantages similaires, selon la méthode de référence au sens de l'article 121-5 du PCG, à savoir sur la totalité des engagements. Les modalités d'estimation sont détaillées dans la note « engagements sociaux ».

La provision a été comptabilisée pour sa totalité en résultat de l'exercice.

Principes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément au règlement ANC n° 2014-07 (26 novembre 2014) amendé par le règlement ANC n° 2020-10 et aux principes comptables français qui s'appliquent aux établissements de crédit.

La borne d'ouverture avait été arrêtée selon le modèle d'entreprises d'investissement et a été adaptée au format d'établissement de crédit.

Les principes et règles comptables qui ont été appliqués de façon constante tout au long de l'exercice sont présentés ci-dessous.

Dates d'opération et de règlement

Les ventes et achats de titres sont comptabilisés conformément à l'article 2371-4 du Règlement ANC 2014-07.

- Les opérations de financement sur titres sont comptabilisées en date de règlement/livraison
- Les instruments financiers de négociation sont comptabilisés ou décomptabilisés en date de transaction. La Société enregistre la vente de titres à la date de la transaction et décomptabilise les titres correspondants de son portefeuille de titres.

Obligations et titres à revenu fixe et actions et autres titres à revenu variable

Le portefeuille de titres de la Société est constitué de titres de transaction et de titres de placement.

- Titres de transaction

Les titres de transactions sont comptabilisés à leur juste valeur, intérêts compris (le cas échéant). Les coûts d'acquisition sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique "commissions".

La détermination de la juste valeur du portefeuille de titres de transaction repose essentiellement sur les cours des marchés actifs, où les prix sont établis en fonction de cotations en continue ou sur l'observation de transactions. Les titres sont évalués quotidiennement et les changements de juste valeur sont enregistrés au compte de résultat dans la rubrique "gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation".

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

○ Titres de placement

Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition qui inclut les frais d'acquisition.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur au montant à recevoir en date de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur au montant de leur remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres.

À chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable, corrigée des amortissements et reprises de différence, et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Le portefeuille de placement de la Société a été constitué d'effets publics tout au long de l'exercice.

Opérations de pension livrée

La Société conclut des accords de mise ou prise de pension pour le compte de ses clients mais également pour bénéficier des écarts de taux d'intérêt afin d'obtenir de la trésorerie pour financer son portefeuille titre. Toutes les opérations de pension livrées sont comptabilisées conformément au Règlement ANC 2014-07.

Dans le cas d'un prêt, les titres sont maintenus au bilan et il y a lieu d'enregistrer au passif le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard de la contrepartie sous la rubrique "Titres donnés en pension livrée". Lorsqu'il s'agit d'une prise en pension, le montant décaissé est enregistré à l'actif pour représenter la créance sur le cédant, dans la catégorie "Titres reçus en pension livrée".

La rémunération de ces transactions est comptabilisée en "Intérêts sur opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle".

Les intérêts sur ces transactions sont enregistrés en « intérêts courus créditeur ou débiteur sur opérations de pension » et présentés dans une ligne séparée dans les notes 3, 4, 7 et 8.

Prêts et emprunts de titres

A la date du contrat de prêt, les titres prêtés sont décomptabilisés du portefeuille de titres et remplacés par une créance représentative de la valeur comptable des titres sous-jacents. A chaque arrêté comptable, la créance représentative des titres est réévaluée selon les règles applicables aux titres prêtés.

Les titres empruntés sont comptabilisés dans le portefeuille de négociation uniquement lorsque les accords fournissent à l'emprunteur le droit de réutiliser les titres (conformément au Code français *monétaire et financier*, art. L 211-38.III). Une dette représentative de ces titres (réévaluée à chaque arrêté comptable à leur juste valeur) est comptabilisée en "autres passifs". Le montant des titres empruntés et des titres reçus dans le cadre d'un contrat de garantie financière et réutilisés, classé parmi les titres de transaction, est présenté en déduction des dettes représentatives de la valeur des titres identiques empruntés ou reçus dans le cadre d'un contrat de garantie financière et réutilisés (à concurrence du montant de la dette), sauf lorsque les emprunts de titres sont adossés contre espèces conformément au règlement ANC 2020-10.

La rémunération de ces opérations est enregistrée dans le compte de résultat dans la rubrique "intérêt" au prorata temporis.

Les titres donnés ou reçus en garantie des opérations d'emprunt ou de prêt de titres sont comptabilisés de manière symétrique aux opérations de prêt et emprunt de titres.

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

Instruments Financiers à Terme et Conditionnels

Les instruments financiers à terme traités par la Société relèvent uniquement d'opérations de marché, qui peuvent être négociés sur un marché organisé ou assimilé à un marché organisé, ou de gré-à-gré. La Société ne traite pas d'instruments financiers à terme dans le cadre de la comptabilité de couverture.

Pour les instruments dérivés sur les marchés organisés, les valorisations sont principalement basées sur les cotations directes du marché ou les transactions observées. La juste valeur des actifs et passifs dérivés négociés sur le marché de gré à gré (over-the-counter, "OTC" au sens de l'article 2515-1 & 2 du règlement ANC-2014-07) est déterminée à l'aide de modèles quantitatifs qui utilisent de nombreuses données de marché, notamment les taux d'intérêt, les cours et les indices, afin de générer des courbes de rendement continu ou de cours et des facteurs de volatilité, lesquels sont utilisés afin d'évaluer la position. La majeure partie des données de marché peuvent être confirmées par des sources externes, notamment des courtiers, des opérations du marché et des services tiers d'évaluation. Lorsque la Société fait appel à des services tiers d'évaluation, elle vérifie les méthodes et les hypothèses retenues. La juste valeur des actifs et passifs dérivés intègre, si nécessaire, des ajustements au titre de la liquidité du marché, de la qualité du crédit de la contrepartie et d'autres facteurs propres à la transaction.

En outre, la Société intègre dans son évaluation de la juste valeur des instruments dérivés négociés de gré à gré un correctif d'évaluation afin de tenir compte du risque de crédit lié à la position nette.

- Afin d'ajuster l'évaluation du risque de crédit, les positions sont compensées par celles de la contrepartie, et la juste valeur des positions nettes acheteurs est ajustée en fonction du risque de contrepartie alors que la juste valeur des positions nettes vendeurs est ajustée pour le risque de crédit de la Société.
- La Société intègre les ajustements de l'évaluation du financement à ses estimations de la juste valeur de sorte à intégrer les coûts de financement des dérivés non garantis et des dérivés pour lesquels la Société n'est pas autorisée à utiliser les biens qu'elle reçoit en garantie. Une estimation de l'importance des pertes, qui repose principalement sur les données de marché, est également faite aux fins de déterminer la juste valeur.
- Enfin, les valorisations tiennent également compte de la valeur actualisée des frais de gestion futurs.

Lors de la comptabilisation initiale, les montants nominaux des dérivés sont enregistrés au hors bilan.

La Société conclut des conventions-cadre de compensation avec ses contreparties. Ces dispositions sont couramment utilisées pour assurer une protection contre les pertes en cas de faillite ou d'autres circonstances qui font qu'une contrepartie n'est pas en mesure de s'acquitter de ses obligations. De plus, afin de réduire le risque de perte, la Société exige habituellement des garanties autorisées par les Conventions ou leurs annexes.

Dérivés

Les primes versées ou reçues à l'achat ou la vente des contrats d'option sont respectivement enregistrées en "autres actifs/passifs". Les différences résultant de la variation de la juste valeur des primes afférentes aux contrats d'option par référence au cours de marché sont portées en compte de résultat. La contrepartie de ces variations est enregistrée dans les comptes d'actif et de passif où sont enregistrées les primes initiales.

Les gains et pertes résultant des variations de la juste valeur des primes des contrats d'options, déterminées par référence aux prix du marché, sont reflétées dans le compte de résultat dans le poste "gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation".

Les valeurs de marché positives ou négatives des contrats d'instruments financiers à terme sont respectivement enregistrées en comptes de régularisation à l'actif ou au passif.

Les mouvements de juste valeur de marché des instruments financiers à terme sont enregistrés dans le poste "gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation". La contrepartie au bilan est

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

enregistrée dans les comptes de régularisation.

Transactions en devise étrangère

Les états financiers ont été produits en euros, devise de référence de l'entité. Les transactions en devise sont converties en euros en utilisant les taux de change applicables aux dates des transactions.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devise sont ensuite convertis à nouveau en euros aux taux de de la banque centrale européenne à la date de clôture. Les gains et pertes de change sur les actifs et passifs monétaires sont pris en compte dans le compte de résultat, dans le "solde des opérations de change".

Comptabilisation des attributions d'actions gratuites du Groupe aux salariés

La Société attribue aux salariés des droits à actions du Groupe Bank of America Corporation (BAC) dans le cadre des différents programmes incitatifs de rémunération. Une dette représentative (i) du coût de l'émission des titres de BAC et (ii) des charges sociales afférentes est représentée au bilan au sein de la rubrique "provisions pour risques et charges" et au compte de résultat en "charges générales d'exploitation".

La charge associée est comptabilisée proportionnellement sur la période d'acquisition, déduction faite des annulations estimées, à moins que le salarié ne soit en mesure de faire valoir ses droits à la retraite. La charge relative aux actions attribuées est ajustée et reflète la juste valeur des actions au prix du dernier jour de cotation de l'exercice comptable.

Dans le cas d'attributions accordées aux employés admis à faire valoir leurs droits à la retraite, BofASE provisionne le coût au cours de la période précédant l'attribution. Dans le cas des employés qui deviennent admissibles à la retraite au cours de la période d'acquisition, la Société répartit la charge sur la période comprise entre la date d'attribution et la date à laquelle l'employé devient admissible à la retraite, déduction faite des annulations estimées.

Immobilisations corporelles et incorporelles

BofASE ne dispose d'aucune immobilisation corporelle ou incorporelle. En effet, la Société est sous-locataire de son siège social et bénéficie de l'ensemble des prestations de services associées aux matériels et/ou outillages. BofASE s'acquitte à ce titre de charges refacturées pour les contrats de location et d'achat de services généraux et qui sont représentés dans le poste "charges générales d'exploitation" au compte de résultat.

Dettes subordonnées

La dette subordonnée figurant au passif, comprend des tirages sur une ligne de prêt subordonné non garanti. En cas de défaut, la dette subordonnée est secondaire face aux dettes de premier rang mais prioritaire sur les capitaux propres.

Les intérêts courus non échus sur dettes subordonnées sont comptabilisés dans un compte dédié dans la note 12 Dettes subordonnées. Les charges d'intérêts sur dettes subordonnées sont quant à elles représentées dans la note 18 Intérêts et charges assimilées.

Comptabilité des revenus et charges

Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêts sont calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

Solde en bénéfice ou perte sur opérations sur titres de transaction

Les revenus de négociation comprennent les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur la négociation, y compris les revenus de dividendes sur les actions. Les gains latents, qui représentent les variations de la juste valeur des stocks, sont comptabilisés dans les produits de négociation à mesure qu'ils se produisent.

Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Les "autres revenus et charges d'exploitation bancaire" sont constitués des charges refacturées aux sociétés du Groupe ou payées en remboursement de la Société pour les dépenses encourues pour leur valeur nominale. Ce revenu est généré par les services de la Société du Groupe. Les produits tirés des frais de service sont calculés selon les principes de pleine concurrence conformément à la politique de prix de transfert globale de BAC.

Commissions

Services de placement et de courtage

Les commissions issues de l'exécution d'ordres pour le compte des clients sont comptabilisées en date d'exécution des opérations. Les revenus de commissions générés par les opérations sur le marché des actions sont comptabilisés frais de courtage, de compensation et de change connexes inclus.

Revenus des services d'investissement

Les revenus des services d'investissement des métiers Equity Capital Market et Debt Capital Market comprennent les activités sur les marchés des actions et les marchés obligataires. Les revenus de ces services sont comptabilisés lorsque les obligations de performance liées aux transactions sous-jacentes sont achevées.

Engagements sociaux

En date de clôture, la Société évalue ses obligations en matière d'engagements sociaux y compris ses obligations en matière d'indemnité de départ à la retraite. Les indemnités sont déterminées sur la base d'hypothèses actuarielles selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées.

Congés sabbatique et avantages long-terme aux employés

Ces avantages sont explicités en note 11 des états financiers. Le calcul de ces avantages est réalisé par un actuaire indépendant et qui prend en compte les règles de calcul définies par la norme comptable IAS19 ainsi que sur les principales hypothèses résumées ci-dessous

- Taux d'actualisation : 3.25%
- Pourcentage d'augmentation des salaires (hors inflation) : 3.25%
- Taux d'inflation : 2.25%
- Taux de mortalité : INSEE 2016/2018 (Hommes / Femmes)
- Diminution de l'indice de départ à la retraite :
 - Avant 45 ans : 15%
 - Entre 45 ans et 49 ans : 10%
 - Entre 50 ans et 54 ans : 5%
 - Entre 55 ans et 59 ans : 3%
 - A partir de 60 ans : 0%

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

Provision pour indemnité de départ à la retraite

L'estimation actuelle de la provision d'indemnité de départ à la retraite est réalisée par un actuair qui s'appuie sur les règles de la Convention Collective en vigueur (Convention collective nationale des activités de marché, IDCC 2931) et sur la base des hypothèses ci-dessous :

- Taux d'actualisation : 3.15%
- Pourcentage d'augmentation des salaires (hors inflation) : 3.25%
- Taux d'inflation : 2.25%
- Taux de mortalité : INSEE 2016/2018 (Hommes / Femmes)
- Diminution de l'indice de départ à la retraite :
 - Avant 45 ans : 15%
 - Entre 45 ans et 49 ans : 10%
 - Entre 50 ans et 54 ans : 5%
 - Entre 55 ans et 59 ans : 3%
 - A partir de 60 ans : 0%

L'estimation actuelle de cette provision est explicitée en note 11 Provisions.

Fonds de garantie des dépôts et de résolution

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées par BofASE à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 1,5 millions d'euros. Les cotisations au titre de l'exercice 2023 (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 0.3 millions d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 1,2 millions d'euros.

Au 31 décembre 2023, 0.5 million d'euros sont comptabilisés en hors-bilan au titre du dépôt couvrant l'engagement de paiement souscrit dans le contrat cadre d'engagement irrévocable de paiement et de garantie financière relatif au mécanisme des titres. La contribution versée au titre du dépôt est quant à elle inscrite dans le poste « autres actifs » pour le même montant.

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

1 Caisse, banques centrales, CCP

	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
Banques centrales	5 104	4 752
Total	5 104	4 752

Ce poste représente les avoirs de la Société auprès de la Banque de France pour un montant total de 5 104 millions d'euros en date de clôture (2022 : 4 752 millions d'euros).

2 Portefeuille de titres

La majorité des titres détenus par la Société sont enregistrés en titres de transaction. L'ensemble de ces titres sont cotés sur des marchés organisés.

Les titres détenus dans le portefeuille de placement sont constitués d'obligations d'Etats détenues à des fins de gestion de trésorerie.

Confère la section "Obligations et titres à revenu fixe et actions et autres titres à revenu variable" des principes comptables pour le traitement comptable du portefeuille de titres de transaction et de placement.

Ventilation du portefeuille de titres par type d'émetteur :

31 Décembre 2023

	Organisme public M€	Autres types d'émetteurs M€	Total M€
Titres de transaction	4 450	9 369	13 819
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	4 450	-	4 450
<i>Obligations et autres titres à revenus fixe</i>	-	1 038	1 038
<i>Actions et autres titres à revenus variables</i>	-	8 331	8 331
Titres de placement	692	-	692
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	692	-	692
Total	5 142	9 369	14 511

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023

2 Portefeuille de titres (suite)

31 Décembre 2022

	Organisme public	Autres types d'émetteurs	Total
	M€	M€	M€
Titres de transaction	6 874	5 733	12 607
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	6 874	-	6 874
<i>Obligations et autres titres à revenus fixe</i>	-	852	852
<i>Actions et autres titres à revenus variables</i>	-	4 881	4 881
Titres de placement	259	-	259
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	259	-	259
Total	7 133	5 733	12 866

Le portefeuille de titres comprend par ailleurs 2 192 millions d'euros de titres prêtés (2022: 2 767 millions d'euros) dont:

- Des effets publics et valeurs assimilées pour un montant de 1 364 millions d'euros (2022: 1 892 millions d'euros)
- Des actions et autres titres à revenus variables pour un montant de 691 millions d'euros (2022: 672 millions d'euros)
- Des obligations et autres titres à revenus fixe pour un montant de 137 millions d'euros (2022 : 203 millions d'euros)

La valeur du portefeuille de titres au 31 Décembre 2023 est présentée après déduction d'une valeur de 10 147 millions d'euros (2022 : 12 209 millions d'euros) correspondant aux opérations d'emprunt de titres (non adossés contre espèces) tel que requise par le règlement ANC 2020-10.

Les créances rattachées représentent un total de 63 millions d'euros (2022: 67 millions d'euros).

Maturité résiduelle des obligations et autres titres à revenus fixe :

31 Décembre 2023

	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Total
	M€	M€	M€	M€	M€
Obligations et autres titres à revenus fixe	191	59	498	290	1 038
Total	191	59	498	290	1 038

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023

2 Portefeuille de titres (suite)

31 Décembre 2022

	Inférieure à 3 mois M€	3 mois à 1 an M€	1 an à 5 ans M€	Supérieure à 5 ans M€	Total M€
Obligations et autres titres à revenus fixe	501	182	169	-	852
Total	501	182	169	-	852

3 Créances sur les établissements de crédit et assimilés

	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
Comptes ordinaires débiteurs	574	1 552
Titres reçus en pension livrée	6 689	5 603
Créances rattachées sur titres reçus en pension livrée	-	1
Total	7 263	7 156

Les créances sur les établissements de crédits et assimilés représentent 6 689 millions d'euros de titres reçus en pension livrée (2022 : 5 603 millions d'euros) et des comptes ordinaires débiteurs pour 574 millions d'euros (2022 : 1 552 millions d'euros).

Maturité résiduelle des opérations de pension livrée avec les établissements de crédit et assimilés

31 Décembre 2023

	Inférieure à 3 mois M€	3 mois à 1 an M€	1 an à 5 ans M€	Supérieur e à 5 ans M€	Total M€
Titres reçus en pension livrée	6 689	-	-	-	6 689
Total	6 689	-	-	-	6 689

BofA Securities Europe SA

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

3 Créances sur les établissements de crédit et assimilés (suite)

31 Décembre 2022

	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Total
	M€	M€	M€	M€	M€
Titres reçus en pension livrée	5 403	200	-	-	5 603
Total	5 403	200	-	-	5 603

4 Opérations avec la clientèle - Actif

	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
Titres reçus en pension livrée	24 539	18 065
Créances sur titres reçus en pension livrée	21	18
Comptes ordinaires	2	2
Total	24 562	18 085

Les opérations avec la clientèle comprennent pour l'essentiel 24 539 millions d'euros de titres reçus en pension livrée (2022 : 18 065 millions d'euros) et 21 millions d'euros d'intérêts à recevoir (2022 : 18 millions d'euros).

Maturité résiduelle des opérations de pension livrée avec la clientèle :

31 Décembre 2023

	inférieure à 3 mois M€	3 mois à 1 an M€	1 an à 5 ans M€	Supérieur e à 5 ans M€	Total M€
Titres reçus en pension livrée	19 285	3 694	-	1 560	24 539
Total	19 285	3 694	-	1 560	24 539

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023

4 Opérations avec la clientèle - Actif (suite)

31 Décembre 2022

	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Total
	M€	M€	M€	M€	M€
Titres reçus en pension livrée	13 915	893	180	3 077	18 065
Total	13 915	893	180	3 077	18 065

5 Autres actifs

	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
Instruments conditionnels achetés	4 457	4 879
<i>Contrats d'option sur taux d'intérêt</i>	2 143	2 360
<i>Contrats d'option sur cours de change</i>	699	878
<i>Autres contrats</i>	1 615	1 641
Dépôt de garanties versés	13 124	15 913
Autres débiteurs divers	1 451	2 306
Total	19 032	23 098

- Les autres contrats d'option correspondent essentiellement à des instruments conditionnels sur actions et indices boursiers pour un montant total de 1 321 millions d'euros (2022 : 1 321 millions d'euros).
- Les dépôts de garantie versés correspondent aux appels de marge relatifs aux opérations collatéralisées.
- Les autres débiteurs divers représentent essentiellement des créances avec d'autres entités du Groupe notamment le placement d'appels de marge auprès de sociétés du Groupe ou d'autres refacturations intra-Groupe.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023

6 Compte de régularisation – Actif

	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
	30 238	35 888
Comptes d'ajustement		
<i>Instruments à terme sur cours de change</i>	6 691	10 680
<i>Instruments à terme sur autres sous-jacents</i>	23 547	25 208
Autres comptes de régularisation	40	71
Opérations non dénouées	1 706	1 929
Comptes d'attente	525	678
Total	32 509	38 566

Les comptes d'ajustement correspondent aux instruments financiers à terme fermes (swaps, contrats forward, contrats futures) pour le montant de leur juste valeur.

Les instruments à terme sur autres sous-jacents sont essentiellement constitués des swaps sur taux d'intérêts.

Les "opérations non dénouées" présentent les opérations non encore dénouées dues par d'autres courtiers dans le cadre usuel d'opérations de vente de titres.

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

7 Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
Titres donnés en pension livrée	4 699	1 887
Dettes rattachées sur titres donnés en pension livrée	4	5
Total	4 703	1 892

Maturité résiduelle des opérations de pension livrée avec les établissements de crédit et assimilés :

31 Décembre 2023

	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieur e à 5 ans	Total
	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>
Titres donnés en pension livrée	4,699	-	-	-	4 699
Total	4,699	-	-	-	4 699

31 Décembre 2022

	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Total
	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>
Titres donnés en pension livrée	1,687	200	-	-	1 887
Total	1,687	200	-	-	1 887

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

8 Opérations avec la clientèle - Passif

	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
Titres donnés en pension livrée	20 704	16 163
Dettes rattachées sur titres donnés en pension livrée	20	10
Total	20 724	16 173

Repurchase agreements with other customers - Maturity table

31 Décembre 2023

	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieur e à 5 ans	Total
	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>
Titres donnés en pension livrée	16 268	3 295	-	1 141	20 704
Total	16 268	3 295	-	1 141	20 704

31 Décembre 2022

	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	
	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>	Total M€
Titres donnés en pension livrée	15 305	-	180	678	16 163
Total	15 305	-	180	678	16 163

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023

9 Autres passifs

	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
Instruments conditionnels vendus	4 727	4 973
<i>Contrats d'option sur taux d'intérêt</i>	2 261	2 396
<i>Contrats d'option sur cours de change</i>	705	894
<i>Autres contrats</i>	1 761	1 683
Ventes à découvert	9 841	9 615
Dettes de titres	301	453
Dépôt de garanties reçus	10 038	14 060
Autres créditeurs divers	8 485	5 348
Autres passifs	-	-
Total	33 392	34 449

Les ventes à découvert comprennent des positions de titres courtes :

- Ventes à découvert d'effets publics et valeurs assimilées pour un montant de 8 012 millions d'euros (2022 : 7 584 millions d'euros)
- Ventes à découvert d'obligations et de titres à revenu fixes pour un montant de 1 004 millions d'euros (2022 : 685 millions d'euros)
- Ventes à découvert d'actions et autres titres à revenu variable pour un montant de 825 millions d'euros (2022 : 1 346 millions d'euros)

Le poste "autres passifs" comprend :

- Les autres contrats sur instruments conditionnels vendus correspondent essentiellement à des instruments conditionnels sur actions et indices boursiers pour un montant total de 1 545 millions d'euros (2022 : 1 368 millions d'euros).
- Les 301 millions d'euros de dettes de titres (2022 : 453 millions d'euros) représentent les dettes dues aux prêteurs pour le montant des titres empruntés. La balance de cette ligne au 31 Décembre 2023 a été déduite de 11 260 millions d'euros (2022 : 13 151 millions d'euros) pour la valeur des titres empruntés présentés dans la note 2 "portefeuille de titres" conformément au règlement de l'ANC 2020-10.
- Les autres créditeurs divers et notamment la part utilisée des lignes de financement consenties par les sociétés du Groupe (entièrement détenues par BAC) pour un montant total de 5 763 millions d'euros (2022 : 5 154 millions d'euros). Les 2 722 millions d'euros restant correspondent pour l'essentiel à des charges à payer relatives aux services intragroupe (2022 : 194 millions d'euros).

La Société a souscrit à une ligne de financement auprès d'une société du Groupe en décembre 2023 pour un montant de 2 377 millions d'euros afin de répondre aux besoins du Minimum Requirements for own funds and Eligible Liabilities ("MREL"). Les passifs exigibles sont souscrits sous la forme d'une Senior Non-Preferred debt ("SNP") (au sens de l'article L.613-30-3-I-4 du Code Monétaire et Financier).

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023

10 Compte de régularisation - Passif

	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
Comptes d'ajustements (instruments à terme)	32 824	37 944
<i>Instruments à terme sur cours de change</i>	6 578	11 569
<i>Autres Instruments à terme</i>	26 246	26 375
Autres comptes de régularisation	11	663
Opérations non dénouées	1 625	3 805
Comptes d'attente	576	591
Total	35 036	43 003

La ligne "instruments à terme sur autres sous-jacents" est essentiellement composée de swaps sur taux d'intérêts.

Les opérations non dénouées représentent les opérations non dénouées et dues à d'autres courtiers dans le cadre usuel des opérations d'achat de titres.

11 Provisions

	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
Provision au début de l'exercice	120	136
Dotations	108	56
Reprises	(45)	(36)
Ecart de change	(54)	(36)
Provision à la clôture de l'exercice	129	120

Les provisions comprennent principalement la dette constituée pour faire face aux droits des salariés en matière de rémunération des droits à actions du Groupe Bank of America Corporation (BAC). Elles comprennent également la provision constituée au titre des comptes épargne temps (CET), du programme de congés sabbatique, les provisions pour les médailles du travail ainsi que les indemnités de départ à la retraite :

- Provision pour les droits des salariés en actions 114 millions d'euros (2022 : 102 millions d'euros)
- Compte Epargne Temps (CET) : 4.2 millions d'euros (2022 : 3.4 millions d'euros)
- Programme de congés sabbatique : 2.4 millions d'euros (2022 : 2.1 millions d'euros)
- Médailles du travail : 2.4 millions d'euros (2022 : 2.1 millions d'euros)
- Indemnité de départ à la retraite : 4.5 millions d'euros (2022 : nul)

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023

12 Dettes subordonnées

	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
Dettes subordonnées	920	920
Intérêts sur dettes subordonnée	12	4
Total	932	924

Au 31 Décembre 2022, le montant de la dette subordonnée est de 920 millions d'euros (2022 : 920 millions d'euros) correspondant à un emprunt subordonnée long-terme auprès d'une société du Groupe. Le prêt est non garanti, avec une échéance connue, et un total d'autorisation de 920 millions d'euros au taux euro court terme (Euro Short Term Rate « ESTR ») publié par la Banque Centrale Européenne.

Le prêt a été tiré dans sa totalité en date du 15 octobre 2021 et arrive à échéance en date du 31 mars 2032. Le prêt peut également être remboursé 5 ans après sa date de tirage avec le consentement du régulateur. En cas de liquidation de la société, ce prêt serait exigible en qualité de dette privilégiée mais de rang inférieur au remboursement des fonds propres.

13 Capitaux Propres hors FRBG

Tableau récapitulatif des mouvements des capitaux propres (hors FRBG) sur la période :

	Capital	Prime d'émission	Autres Reserves	Résultat	Total
	M€	M€	M€	M€	M€
Position au 31 Décembre 2021	6 376	-	(191)	(74)	6 111
Augmentation de capital	1 600	-	-	-	1 600
Perte de l'exercice clos le 31 Décembre 2021 allouée en autres réserves	-	-	(74)	74	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	251	251
Position au 31 Décembre 2022	7 976	-	(265)	251	7 962
Augmentation de capital	-	-	-	-	-
Perte de l'exercice clos le 31 Décembre 2022 allouée en autres réserves	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	104	104
Position au 31 Décembre 2023	7 976	-	(265)	355	8 066

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

Au cours de l'exercice précédent, le résultat de 233 millions d'euros a été intégralement alloué au poste "autres réserves" suite à l'approbation des comptes de la Société par l'Assemblée Générale des actionnaires.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023

14 Bilan par devises

31 Décembre 2023

	EUR	Autres devises	Total
	M€	M€	M€
Total Bilan	53 112	49 870	102 982

31 Décembre 2022

	EUR	Autres devises	Total
	M€	M€	M€
Total Bilan	47 674	56 849	104 523

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

15 Notionnels des instruments financiers à terme par type de marché et de contrat

Le tableau ci-dessous résume les positions notionnelles de dérivés par type de marché, instrument et selon leur maturité résiduelle :

31 Décembre 2023

	inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	supérieure à 5 ans	Total
	M€	M€	M€	M€	M€
Opérations fermes	607 279	561 941	981 156	639 894	2 790 270
<u>Marché organisé</u>	-	-	-	-	-
Contrats sur taux d'intérêts	-	-	-	-	-
<u>Marché de gré-à-gré</u>	607 279	561 941	981 156	639 894	2 790 270
Contrats sur taux d'intérêts	237 256	447 972	846 586	627 633	2 159 447
Contrats sur cours de change	325 453	52 429	16 017	273	394 172
Autres contrats	44 570	61 540	118 553	11 988	236 651
Opérations conditionnelles	113 063	124 973	252 846	68 226	559 108
<u>Marché Organisé</u>	44 321	47 167	22 957	1 032	115 477
Contrats sur taux d'intérêts	-	-	-	-	-
Contrats sur cours de change	-	-	-	-	-
Autres contrats	44 321	47 167	22 957	1 032	115 477
<u>Marché de gré-à-gré</u>	68 742	77 806	229 889	67 194	443 631
Contrats sur taux d'intérêts	16 812	31 704	196 255	60 315	305 086
Contrats sur cours de change	35 897	28 579	2 846	958	68 280
Autres contrats	16 033	17 523	30 788	5 921	70 265
Total	720 342	686 914	1 234 002	708 120	3 349 378

Les expositions de dérivés sont passées de 3 385 milliards d'euros à 3 349 milliards d'euros au courant de l'année

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023

15 Notionnels des instruments financiers à terme par type de marché et de contrat (suite)

31 Décembre 2022

	inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	supérieure à 5 ans	Total
	M€	M€	M€	M€	M€
Opérations fermes	845 354	617 092	921 540	549 017	2 933 003
<u>Marché organisé</u>	-	-	-	-	-
Contrats sur taux d'intérêts	-	-	-	-	-
<u>Marché de gré-à-gré</u>	845 354	617 092	921 540	549 017	2 933 003
Contrats sur taux d'intérêts	385 707	508 873	792 297	539 076	2 225 953
Contrats sur cours de change	423 382	59 986	21 872	156	505 396
Autres contrats	36 265	48 233	107 371	9 785	201 654
Opérations conditionnelles	98 219	123 585	169 422	60 643	451 869
<u>Marché Organisé</u>	25 264	38 374	22 322	315	86 275
Contrats sur taux d'intérêts	-	-	-	-	-
Contrats sur cours de change	-	-	-	-	-
Autres contrats	25 264	38 374	22 322	315	86 275
<u>Marché de gré-à-gré</u>	72 955	85 211	147 100	60 328	365 594
Contrats sur taux d'intérêts	20 337	54 364	122 597	55 820	253 118
Contrats sur cours de change	44 699	16 000	6 265	949	67 913
Autres contrats	7 919	14 847	18 238	3 559	44 563
Total	943 573	740 677	1 090 962	609 660	3 384 872

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

16 Dérivés de trading

En matière de contrats de dérivés, la Société conclut des conventions générales de compensation de type International Swaps and Derivatives Association, Inc. ("ISDA") ou des conventions similaires ("conventions générales de compensation") avec ses contreparties. Les conventions générales de compensation offrent dans certaines circonstances une protection en cas de faillite, et permettent dans certains cas de compenser les créances et les dettes auprès de la même contrepartie, à des fins de gestion du risque. Ces accords sont négociés de manière bilatérale, et peuvent nécessiter des modalités complexes. L'applicabilité des conventions générales de compensation en vertu des lois sur la faillite dans certains pays n'est pas systématique, et les créances et les dettes avec des contreparties dans ces pays sont enregistrées en conséquence sur une base brute à des fins d'évaluation des risques. En outre, pour réduire le risque de perte, la Société exige généralement des garanties autorisées par des documents tels que des accords de rachat de titres ou une Annexe au contrat ISDA dite Credit Support Annex ("CSA"). D'un point de vue économique, la Société évalue les expositions au risque nettes de garanties connexes répondant à des normes spécifiques.

Ventilation des notionnels et de la valeur de marché des dérivés par type d'instrument et de sous-jacent :
31 Décembre 2023

	Notionnel	Juste valeur des dérivés à l'actif	Juste valeur des dérivés au Passif
	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>
Opérations fermes	2,790,270	30,238	32,824
Contrats sur cours de change	394,172	6,691	6,578
Autres contrats	2,396,098	23,547	26,246
Opérations conditionnelles	559,108	4,457	4,727
Contrats sur taux d'intérêts	305,086	2,143	2,261
Contrats sur cours de change	68,280	699	705
Autres contrats	185,742	1,615	1,761
Total	3,349,378	34,695	37,551

31 Décembre 2022

	Notionnel	Juste valeur des dérivés à l'actif	Juste valeur des dérivés au Passif
	<i>M€</i>	<i>M€</i>	<i>M€</i>
Opérations fermes	2,933,003	35,888	37,944
Contrats sur cours de change	505,396	10,680	11,569
Autres contrats	2,427,607	25,208	26,375
Opérations conditionnelles	451,869	4,879	4,973
Contrats sur taux d'intérêts	253,118	2,360	2,396
Contrats sur cours de change	67,913	878	894
Autres contrats	130,838	1,641	1,683
Total	3,384,872	40,767	42,917

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023

17 Intérêts et produits assimilés

	31 Décembre 2023	31 Décembre 2022
	M€	M€
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2	-
Intérêts et produits assimilés sur obligations & autres titres à revenus fixes	4 725	250
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	373	134
Autres produits d'intérêts	162	-
	<hr/>	<hr/>
	5 262	384

18 Intérêts et charges assimilées

	31 Décembre 2023	31 Décembre 2022
	M€	M€
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	4 416	191
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	483	191
Intérêts et charges assimilées sur obligations & autres titres à revenus fixes	241	69
Intérêts sur dette subordonnée	46	7
Autres intérêts et charges assimilées	-	-
	<hr/>	<hr/>
	5 186	458

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023

19 Commissions

	31 Décembre 2023	31 Décembre 2022
	M€	M€
Produits sur opérations sur titres	47	50
Commissions sur opérations de souscriptions	38	63
Produits sur prestations de services financiers	211	197
+ Commissions (produits)	296	310
Charges d'exploitation bancaire	96	95
Charges sur prestations de services financiers	111	95
- Commissions (charges)	207	190

Les produits et charges des commissions se rapportent principalement aux frais de courtage résultant des activités de la Société dans l'exécution des ordres des clients et ce essentiellement pour les achats et ventes de titres négociés sur les marchés financiers.

Les revenus issus des commissions sur prestation de services financiers représentent 129 millions d'euros (2022 : 99 millions d'euros). Ils proviennent des activités de conseil et d'émissions de dettes.

Figurent dans les Commissions et plus particulièrement les Produits sur opérations sur titres ainsi que les Produits sur prestations de services financiers l'ensemble de ses produits issus de l'activité de courtage qui s'élèvent à 75 millions d'euros (2022 : 77 millions d'euros).

Les commissions de souscriptions comprennent les commissions de placement pour un montant de 38 millions d'euros (2022 : 63 millions d'euros).

20 Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation

	31 Décembre 2023	31 Décembre 2022
	M€	M€
Solde des opérations sur titres de transaction	1,541	701
Solde des opérations sur instruments financiers à terme	(770)	87
Solde des opérations de change	(55)	-
	716	788

Ce revenu reflète les performances des activités de négociation des lignes de métiers de la Société. Ces métiers opèrent en grande partie par le biais de contrats dérivés avec des grandes entreprises ou des investisseurs institutionnels.

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

21 Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement et assimilés

Aucun gain ou pertes sur opérations de portefeuille de placement et assimilé n'ont été enregistrés au titre de l'exercice (2022 : nil).

Le portefeuille de placement a fait l'objet d'une dépréciation et la moins-value latente enregistrée d'un montant de 1.8 millions d'euros (2022 : de 0.1 millions d'euros) a été portée en résultat de l'exercice.

22 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	31 Décembre 2023	31 Décembre 2022
	<i>M€</i>	<i>M€</i>
Autres produits d'exploitation bancaire	376	365
Autres produits d'exploitation bancaire	376	365
Autres charges d'exploitation bancaire	342	325
Autres charges d'exploitation bancaire	342	325

Les autres produits d'exploitation bancaire comprennent les commissions bancaires qui s'élèvent à 6 millions d'euros (2022 : 3 millions d'euros) ainsi que les produits issus des refacturations liées aux opérations réalisées avec les autres sociétés du Groupe qui s'élèvent à 370 millions d'euros (2022 : 362 millions d'euros).

Les autres charges d'exploitation bancaires comprennent les charges issues des refacturations liées aux opérations réalisées avec les autres sociétés du Groupe qui s'élèvent à 342 millions d'euros (2022 : 325 millions d'euros).

Les autres produits et charges d'exploitation bancaire comprennent principalement les refacturations liées aux opérations réalisées avec les autres sociétés du Groupe à savoir :

- Le négoce représente un produit de 168 millions d'euros (2022 : 187 millions d'euros) contre une charge de 151 millions d'euros (2022 : 179 millions d'euros).
- La vente représente un produit de 86 millions d'euros (2022 : 79 millions d'euros) contre une charge de 32 millions d'euros (2022 : 32 millions d'euros).
- Le courtage représente un produit de 113 millions d'euros (2022 : 92 millions d'euros) contre une charge de 48 millions d'euros (2022 : 30 millions d'euros).
- Les services de banque d'investissement représentent un produit de 3 millions d'euros (2022 : 4 millions d'euros) contre une charge de 104 millions d'euros (2022 : 84 millions d'euros).
- Les services de recherches représentent un produit nul (2022 : nul) et une charge de 7 millions d'euros (2022 : nul).

Ces produits et charges sont issus des refacturations liées aux services fournis et/ou reçus par les autres sociétés du Groupe. La rémunération des opérations avec des sociétés du Groupe est calculée conformément aux principes de la Politique Globale des Prix de transfert du Groupe Bank of America Corporation.

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

23 Charges générales d'exploitation

Charges de personnel

	31 Décembre 2023	31 Décembre 2022
	<i>M€</i>	<i>M€</i>
Salaires et traitements	155	135
Charges de retraite	18	16
Autres charges sociales	49	44
Impôts et taxes sur rémunérations	-	-
Droits à actions	42	23
Charges de personnel	264	218

La Société compte un effectif moyen de 445 employés sur la durée de l'exercice (2022 : 392 employés) et un total de 433 employés au 31 Décembre 2023 (2022 : 415 employés).

Les autres charges sociales comprennent essentiellement les prélèvements relatifs aux cotisations sociales pour les employés (Unions de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF) principalement).

Autres charges administratives

	31 Décembre 2023	31 Décembre 2022
	<i>M€</i>	<i>M€</i>
Impôts et taxes	49	18
Services extérieurs	89	45
Autres charges d'exploitation	348	299
Autres charges administratives	486	362

Les impôts et taxes sont constitués de la taxe sur la valeur ajoutée non-récupérable, des charges CVAE et C3S ainsi que des taxes sur les transactions financières.

Les autres charges d'exploitation comprennent principalement la refacturation de prestations de service obtenues auprès des autres sociétés du Groupe (Legal Entity Shared Expenses) pour un montant de 336 millions d'euros (2022 : 288 millions d'euros). Les charges sont calculées selon le principe de pleine concurrence afin de refléter la contribution économique des sociétés affiliées, conformément aux principes de la Politique Globale des Prix de transfert du Groupe Bank of America Corporation.

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

24 Coût du risque

	31 Décembre 2023 M€	31 Décembre 2022 M€
Balance à l'ouverture	-	-
Dotations	1	-
Reprise		
Total à la clôture	1	-

Le cout du risque a été enregistré pour refléter le défaut de paiement d'une contrepartie vis-à-vis d'une position sur titres.

25 Impôt sur les sociétés

A la suite des ajustements fiscaux tels que la réintégration de charges non-déductibles y compris les ajustements temporels sur des éléments de rémunération des employés ainsi que les déductions de certaines charges d'intérêts, la Société est en situation de bénéfice fiscal sur l'exercice éligible à l'impôt sur les sociétés. Cependant, la Société est en mesure d'imputer une partie des pertes accumulées au cours des précédents exercices.

Par conséquent, l'impôt sur les sociétés au 31 Décembre 2023 s'élève à 62 millions d'euros (2022 : 43 millions d'euros).

26 Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes de la Société au titre de l'audit des comptes annuels de la Société au 31 Décembre 2023 mais également au titre des autres diligences prévues par la loi sont présentés dans le tableau ci-dessous :

31 Décembre 2023

	BDO 000€	PwC 000€	Total 000€
Audit des comptes annuels de la Société au 31 Décembre 2023	350	676	1,026
Audit des comptes annuels de la Société au 31 Décembre 2022	-	73	73
Services autres que la Certification des Comptes au 31 Décembre 2023	104	348	452
Services autres que la Certification des Comptes au 31 Décembre 2022	80	116	196
Total	534	1 213	1 747

- Les services autres que la Certification des Comptes au 31 Décembre 2023 comprennent notamment 452 milles euros au titre de l'audit des comptes IFRS mais également d'autres services (2022: 58 milles euros)

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

- Les services autres que la Certification des Comptes au 31 Décembre 2022 comprennent notamment 196 milles euros au titre de l'audit des comptes IFRS mais également d'autres services (2022: nul)

31 Décembre 2022

	BDO	PwC	Total
	<i>000€</i>	<i>000€</i>	<i>000€</i>
Audit des comptes annuels de la Société au 31 Décembre 2022	340	663	1 003
Audit des comptes annuels de la Société au 31 Décembre 2021	3	26	29
Services Autres que la Certification des Comptes	15	43	58
Total	358	732	1 090

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

27 Information sectorielle

Les résultats de la Société proviennent entièrement de l'activité Global Banking and Markets, qui représente une seule catégorie d'activité. Au sein de Global Banking and Markets, trois principales lignes de métiers opèrent dans la Société. Les lignes de métier de la Société sont Equities, Fixed Income, Currencies and Commodities (FICC) et Global Banking.

La Société opère dans trois régions géographiques, en Europe, Moyen-Orient et Afrique ("EMEA"), en Amérique ("Americas") et en Asie Pacifique ("APAC"). En raison de la nature hautement intégrée des marchés financiers internationaux, la Société évalue ses performances par région selon la structure des unités d'exploitation utilisée pour gérer les fonds ou les charges mis en œuvre dans la région, selon le cas.

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires total de la Société par zone géographique :

31 Décembre 2023

	EMEA <i>M€</i>	Americas <i>M€</i>	APAC <i>M€</i>	Total <i>M€</i>
+ Intérêts et produits assimilés	4 743	502	17	5 262
+ Commissions (produits)	258	16	22	296
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation	378	36	302	716
+ Autres produits d'exploitation bancaire	320	55	1	376
Total	5 699	609	342	6 650

31 Décembre 2022

	EMEA <i>M€</i>	Americas <i>M€</i>	APAC <i>M€</i>	Total <i>M€</i>
+ Intérêts et produits assimilés	272	103	9	384
+ Commissions (produits)	276	20	14	310
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation	634	40	114	788
+ Autres produits d'exploitation bancaire	319	46	-	365
Total	1 501	209	137	1 847

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

28 Eléments sur le risque de contrepartie

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la perte potentielle résultant de l'incapacité ou du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à remplir ses obligations.

Le risque de crédit est établi lorsque la Société s'engage envers, ou conclut, un contrat avec un emprunteur ou une contrepartie. La Société définit l'exposition au risque de crédit auprès d'un emprunteur ou d'une contrepartie comme la perte potentielle résultant de prêts, de baux, et d'autres octrois de crédit.

La gestion du risque de crédit englobe les processus suivants :

- Montage du crédit
- Gestion du portefeuille
- Activités de réduction des pertes

La Société est la principale entité de courtage, d'intermédiation et de trading du Groupe servant les clients de l'Espace Economique Européen (« EEE ») (à l'exclusion des clients du Royaume-Uni) et fournissant un accès aux marchés de l'EEE (hors Royaume-Uni) à ses clients mondiaux. Ses lignes de métier sont Equities, FICC et Global Banking. Ces produits financiers représentent ainsi la plus grande partie de son exposition au risque de crédit.

29 Société consolidante

Les comptes de BofASE sont consolidés par intégration globale dans les comptes de Bank of America Corporation (siège social : Bank of America Corporate Center, 100 North Tryon Street, Charlotte, NC 28255). Ces états financiers présentent des informations concernant la Société prise individuellement.

30 Rémunération des dirigeants

Les dirigeants effectifs de la Société ne sont pas rémunérés au titre de leurs mandats sociaux. Les jetons de présence alloués aux directeurs non-exécutifs s'élèvent à 626 429 euros (2022 : 693 933 euros).

31 Avances aux dirigeants

Conformément au code de commerce (article L.227-10), aucune avance de trésorerie ou prêt n'a été consenti aux dirigeants sociaux (2022: aucune avance de trésorerie ou prêt n'a été consenti aux dirigeants sociaux).

32 Evénements postérieurs à la clôture sans incidence sur les états financiers en date de clôture

Aucun événement postérieur à la clôture comptable susceptible d'avoir une incidence sur la situation financière de la Société n'est à relever.